

## **Le religieux des politistes**

### **Socio-histoire d'objets « encombrants » dans une discipline**

**Organisation :** CESSP - Mesopolhis - Département SPS de l'Université de Bologne

8 juin 2023 (sous réserve), Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne

#### **Argumentaire scientifique**

L'objet de cette journée d'étude est de remettre sur l'ouvrage la question du religieux en science politique, en interrogeant les manières dont la discipline se saisit de la question du « religieux » (indépendamment de débats sur ses définitions) depuis les quarante dernières années. Nous souhaitons prolonger des réflexions initiées en sociologie (Lambert, Michelat, et Piette 1997 ; Béraud, Duriez, et Gasquet 2018) et développées plus récemment en science politique (Jouanneau et Raison du Cleuziou 2012 ; Frégosi et Silhol 2017), en direction d'un travail à la fois épistémologique et empirique sur la légitimité et les impensés de ces objets (Altglas et Wood 2018).

L'objectif est d'apporter un écho contemporain aux travaux initiés dans plusieurs réflexions collectives depuis les années 1990, du Groupe thématique « Religion, démocratie, démocratisation » de l'AFSP (Association française de science politique) entre 1992 et 1998, au groupe de recherche comparatif « Croire et politique » au CERI entre 2001 et 2003 (Capelle-Pogăcean, Michel, et Pace 2008), en passant par la Chaire d'études sur le religieux (CERI, Sciences Po) et le récent « Observatoire international du religieux » (OIR, CERI et GSRL). À ce titre, la journée d'étude part du constat préliminaire de la place versatile du « religieux » dans la science politique. Malgré un apparent surinvestissement lié à l'actualité récente (notamment les attentats de 2015), l'importance accordée aux questions religieuses semble s'estomper. On compte un nombre réduit et inégal de sections spécialisées sur le « religieux », de près ou de loin, aux congrès de l'AFSP sur les vingt dernières années (aucune en 2002 et 2005, 4 en 2007, 2 en 2013, 1 en 2015, 4 sur 99 en 2017, aucune en 2019, 2 sur 66 en 2022).

Malgré une forte visibilité de divers « problèmes religieux » depuis près de trente ans (signes religieux dans les écoles, « sectes », enseignement du fait religieux, gestion communale des lieux de culte, radicalisation, etc.), les travaux de recherche épars semblent suivre des intérêts cycliques ou évolutifs. On ne peut pas parler d'un sous-champ d'études à part entière et légitime en science politique, bien que des demandes institutionnelles existent ponctuellement (ministères, Commission européenne, etc.) et que des thèses soutenues manifestent cet intérêt. Si les débats exacerbés et les problèmes publics tendent à « autonomiser » certaines représentations sociales (la radicalisation en prison, les abus sexuels de clercs, le marché du halal, etc.) vis-à-vis d'institutions, de groupes et de ce qu'on pourrait appeler un champ religieux (Beckford 1990), les analyses ancrées en science politique restent relativement discrètes.

L'expression d'« objets encombrants » permet de condenser plusieurs dimensions. En premier lieu, la métaphore permet de se référer à des objets qui, par leur poids, leur forme ou leur volume, gênent dans un espace, pour penser des objets dans l'espace d'une discipline académique. L'analogie vaut jusqu'à ce que le traitement de ces objets sorte des mains des spécialistes entraînés à les manier et à les déplacer. En témoignent les difficultés à traiter l'action publique sur du « religieux » avec les outils habituels de la discipline mais « en-dehors » de la sociologie des religions (Jouanneau 2013 ; Ollion 2017). Toutefois, l'encombre est aussi une notion à connotation morale, au sens d'embarras ou d'obstacle. L'héritage de la laïcisation des disciplines en Sorbonne à la fin du XIXe siècle (Baubérot 2002), les logiques longues de spécialisation disciplinaire, de même qu'une prudence incorporée vis-à-vis de ces thèmes (Maître et Bourdieu 1993), montrent une difficulté reconnue à banaliser ces objets. Pour autant, d'autres logiques entrent en compte, notamment d'ordre générationnel parmi les politistes. D'une part, la focalisation sur des sujets à forte demande institutionnelle, comme la (dé-)radicalisation, n'empêche pas une perte de visibilité d'autres objets plus classiques, sur les religions et la démocratie (Michel 1993) ou sur le militantisme (Lagroye et Siméant-Germanos 2003 ; Fretel 2004). D'autre part, force est de constater la multiplication de recherches où des objets « religieux » sont imbriqués sans être nécessairement centraux : mobilisations de citoyens avec une composante confessionnelle minoritaire (Trucco 2015) ou conservatrice (Geay 2014 ; Balas 2021 ; Della Sudda 2022), dispositifs participatifs et mosquées (Torrekens 2012 ; O'Miel et Talpin 2015), élites religieuses musulmanes (Dazey 2021) ou discussions sur la « théologie politique » en sociologie de l'État (Skornicki 2015), etc. Ces chercheurs.ses, souvent en début de carrière, ne sont pas loin s'en faut, toujours spécialisé.e.s sur des objets « religieux », et s'y intéressent de manière ponctuelle, pour une partie d'enquête de thèse ou au cours d'un contrat postdoctoral, sans y consacrer toutes leurs enquêtes.

Il convient de penser le paradoxe « tout le monde parle du religieux, peu l'étudie », par l'enquête sur les conditions de production de savoirs de politistes sur ces objets. Pour ce faire, nous émettons l'hypothèse de la **spécialisation sous contraintes des études sur le « religieux »**. Cette expression désigne des formes d'identification de carrières individuelles à cet objet par des facteurs subjectifs (parcours, publications, groupes de travail...) et objectifs (commandes institutionnelles, visibilité dans un champ d'études...). Ces contraintes suivent des temporalités différentes. Sur le long-terme, il s'agit des conditions de structuration et d'autonomisation de la discipline science politique en France. À moyen-terme, on peut penser à la formation de collectifs de recherche sur le religieux (GIS, laboratoires...), aux cycles d'attention médiatique (« les signes religieux ostentatoires », les sectes, etc.), mais également aux orientations de carrières professionnelles. Enfin, à plus court terme, il peut s'agir des présentations de soi du personnel enseignant-chercheur, des projets financés, des CV ou des logiques de recrutement.

Ainsi, la spécialisation sur des problèmes publics liés au « religieux », en France, était minoritaire parmi les politistes spécialistes de l'islam dans les années 1990-2000. Les conditions sont différentes pour des politistes ayant soutenu leurs thèses dans les années 2010, qui abordent ces questions en sociologie politique, en théorie politique, en politiques publiques ou en relations internationales. Cette diminution des contraintes à la spécialisation individuelle peut s'opérer indépendamment d'une visibilité accrue d'objets (mouvements islamistes, questions de genre et catholicisme...), au risque d'une sur-étude sous l'angle « sécuritaire » par exemple sur l'islam en Europe (Amiraux 2012).

Pourtant, les travaux existants sur les politistes et le religieux soulignent que la science politique, anglophone (Kettell 2012 ; Barb 2018) comme francophone (Frégosi et Silhol 2017),

s'intéresse depuis longtemps à des faits religieux, qui traversent les évolutions structurelles de la discipline. Ce sont donc les traitements dispersés et les valorisations changeantes dans les sous-champs d'études, voire les ambiguïtés en termes d'inscriptions théoriques et d'affichage des carrières professionnelles, qui méritent d'être abordés. Il ne s'agit pas de plaider pour créer un nouveau champ d'études, mais bien pour suggérer une réflexion collective (Kettell 2015) sur ces objets « encombrants », en utilisant des outils de la sociologie des sciences, de la socio-histoire des disciplines (Cohen 2017) et de la sociologie de l'action publique (de Galembert 2018). Quelle variété d'approches, de carrières et de tendances peut recouvrir un « regard politiste sur le religieux » ? **Comment sont produits des savoirs sur le religieux qui participent de questionnements généralistes en science politique ?**

Deux axes structurent cette réflexion. En premier lieu, il s'agit d'étudier la place des questions religieuses dans la science politique, au prisme de leurs évolutions et traitements dans une perspective socio-historique. Un deuxième axe questionne les façons dont les politistes, en tant que professionnel.le.s de la recherche et de l'enseignement, se positionnent par rapport à cette thématique, notamment en lien avec les commandes publiques et les contraintes institutionnelles. Les propositions devront s'appuyer sur des matériaux originaux de types sociohistoriques, quantitatifs ou qualitatifs.

## **Axes de réflexion**

### **Axe 1 : Contributions à une sociohistoire de la science politique et du religieux**

L'approche sociohistorique de la discipline peut contribuer à identifier les études et auteur.e.s pionnier.e.s dans la discipline ainsi que la focalisation sur un religieux « problématique », « sensible » et/ou « pathologique ».

Il faut considérer ici l'héritage juridique de la science politique, ainsi que ses relations avec des disciplines où les questions religieuses ont une place notable : la sociologie, l'anthropologie et l'histoire. La construction des objets centraux devant beaucoup à l'héritage juridique, c'est dans cette veine que la science politique a envisagé le religieux en objet « comme un autre ». Celui-ci est une variable parmi d'autres dans l'explication du vote (Michelat et Simon 1977 ; Dargent 2021), du développement (Badie 1986), de la construction de l'État (Birnbaum 1985), ou comme un thème de pensée politique (Portelli 1974). Cependant, rares sont alors les travaux de science politique qui abordent l'objet religieux en tant que tel.

Dans cet axe, il s'agira également de questionner empiriquement la sous-étude du religieux par des secteurs de la discipline comme la sociologie de l'action publique (De Galembert 2018), qui peut cohabiter avec une visibilité élevée dans d'autres secteurs (sociologie du militantisme et des mobilisations) et dans d'autres pays.

De même, une attention pourra être portée au poids des études aréales qui cantonnent d'une certaine manière l'étude du religieux à des aires culturelles spécifiques plus ou moins identifiables. À ce titre, les travaux orientalistes, puis les sciences sociales des « mondes arabes et musulmans » ont, d'une certaine façon, préfiguré et configuré l'étude des mobilisations islamistes (Geisser 2012).

## **Axe 2 : Comment l'objet religieux s'impose ou s'évanouit dans les travaux de science politique ?**

Cet axe porte sur des travaux relatifs à des objets dits religieux en science politique et sur les manières dont ils ont été construits, qu'il s'agisse de la question de la démocratisation, de la pensée politique, des relations internationales (Allès 2021), des mobilisations religieuses, de la laïcité (Portier 2016). Une attention pourra également être portée sur les usages de l'analogie religieuse dans des travaux de science politique sur des objets tels que les « religions séculières », le communisme ou les partis politiques (Pudal 1989).

Les contributions pourront aborder la façon dont le religieux s'impose dans des recherches, par exemple sur des pratiques d'agents dans l'administration des migrants (Darley 2014) ou sur les matrices de l'engagement en mai 1968 (Pagis 2010). Cela inclut également l'étude des conditions de spécialisations individuelles et collectives, ainsi que des trajectoires de « sortie du religieux » au profit d'autres thématiques de recherche. On peut s'inspirer de l'analyse de telles trajectoires et de reconversions de la « première génération » de sociologues des religions en France (Lassave 2019).

Nous attacherons également une attention particulière aux enquêtes qui explorent les effets de la reconnaissance de la science politique dans les « savoirs de gouvernement » (Déloye, Ihl et Joignant 2013) ainsi qu'aux conséquences de la gouvernance politique de la recherche sur le religieux. Trois grandes questions semblent avoir concentré l'intérêt politique et l'essentiel des commandes : l'islam dans les pays occidentaux, les sectes et la radicalisation. Plusieurs dimensions peuvent être explorées : le rôle de conseil des politistes auprès des autorités politiques (ministères, administrations centrales, etc.), les logiques de partenariat et de financement avec les administrations publiques, l'enrôlement des chercheurs.se.s dans des controverses (de Galembert 2009), les programmes de recherche et les sujets de thèse (Bréjon de Lavergnée et Teinturier 2017).

### **Modalités de participation**

Les propositions en français ou en anglais (1 à 2 pages, format .doc, .docx ou .odt) devront préciser le titre, le nom et l'affiliation institutionnelle de l'auteur.e ou des auteur.e.s. Elles devront également proposer une problématique et apporter des précisions sur les matériaux empiriques utilisés. Elles doivent s'inscrire principalement dans un axe identifié.

Elles seront envoyées aux adresses électroniques [loic.le-pape@univ-paris1.fr](mailto:loic.le-pape@univ-paris1.fr) et [guillaume.silhol@unibo.it](mailto:guillaume.silhol@unibo.it) **avant le 17 mars 2023**.

Elles seront évaluées après réception par le comité scientifique.

Un papier de 35.000 signes maximum sera attendu en amont du colloque.

Call for papers - Workshop

## **Religion and political scientists**

### **A socio-historical look on “inconvenient” objects in the discipline**

**Organization:** CESSP - Mesopolhis – SPS Department, University of Bologna

June 8, 2023 (to be confirmed), University of Paris-1 Panthéon-Sorbonne

#### **Scientific argument**

The purpose of this workshop is to revisit the question of “religion” in political science, by assessing the ways in which the discipline has dealt with it (separately from debates about its definitions) over the past forty years. We wish to further discussions that were initiated in sociology (Lambert, Michelat, and Piette 1997; Béraud, Duriez, and Gasquet 2018) and developed more recently in political science (Jouanneau and Raison du Cleuziou 2012; Frégosi and Silhol 2017), towards a simultaneously epistemological and empirical work on the legitimacy and blind spots with such objects (Altglas and Wood 2018).

The aim is to further the work initiated in several collective discussions since the 1990s, from the Thematic Group "Religion, Democracy, Democratization" of the AFSP (French Political Science Association) between 1992 and 1998, to the comparative research group *Croire et politique* organized by the CERI between 2001 and 2003 (Capelle-Pogăcean, Michel, and Pace 2008), up to the Chair for the Study of Religion (CERI, Sciences Po) and the recent "International Observatory of Religion" (OIR, CERI and GSRL). Indeed, the workshop starts from the preliminary observation of the versatile place of "religion" in political science. Despite an apparent over-investment, linked to recent events (notably the 2015 attacks in France), the importance given to religious issues seems to be fading. There have been a small and uneven number of thematic sections dealing variously with "religion" at AFSP conferences over the past twenty years (none in 2002 and 2005, 4 in 2007, 2 in 2013, 1 in 2015, 4 out of 99 in 2017, none in 2019, 2 out of 66 in 2022).

Despite the high visibility of various "religious problems" for nearly thirty years (religious signs in schools, "cults", Religious Education, communal management of places of worship, radicalization, etc.), the scattered research works seem to follow cyclical or evolving interests. One cannot speak of an autonomous and legitimate sub-field of study in its own right, in political science. Yet, public institutions (ministries, European Commission, etc.) express periodically a demand of research and subjects of PhD dissertations can be a translation of this interest. While heightened debates and public problems tend to "autonomize" certain social representations (radicalization in prisons, clerical sexual abuse, the halal market, etc.) with respect to institutions, groups and what could be called a religious field (Beckford 1990), analyses rooted in political science remain relatively discrete.

The expression "inconvenient objects" condenses several dimensions. First, the metaphor allows us to refer to objects which, by their weight, shape, or volume, produce encumbrance in a space, hence the analogy of problematic objects in the space of an academic discipline. The analogy applies to the extent that the objects are left to professionals trained to handle them. For instance, researchers that tackle policies that deal with "religion" are often forced to think "outside" the sociology of religions (Jouanneau 2013; Ollion 2017). However, inconvenience is also a notion with moral connotations, close to a sense of embarrassment. This is acknowledged as a legacy of the secularization of academic disciplines at the Sorbonne at the end of the nineteenth century (Baubérot 2002), and of the longstanding logics of disciplinary specialization. A customary caution regarding these themes (Maître and Bourdieu 1993) manifests this embarrassment as well. However, other logics come into play, among which the generational characteristics of political scientists. On the one hand, the focus on subjects with a high institutional demand, such as (de-)radicalization, reduces the visibility of other, more traditional subjects, such as religions and democracy (Michel 1993) or militancy (Lagroye and Siméant-Germanos 2003; Fretel 2004). On the other hand, there is an obvious multiplication of works of research in which "religious" objects are intertwined, yet not always central: citizen mobilizations with a minority confessional component (Trucco 2015) or conservative (Geay 2014; Balas 2021; Della Sudda 2022), participatory devices and mosques (Torrekens 2012; O'Miel and Talpin 2015), Muslim religious elites (Dazey 2021), or discussions of "political theology" in the sociology of the state (Skornicki 2015), etc. These researchers, often at the beginning of their careers, are not always specialized on "religious" objects; they are interested in them on a temporary basis, as a part of a thesis investigation or during a post-doctoral contract, without necessarily conducting all their investigations on them.

In short, one could say that everyone talks about religion, but few study it. This paradox justifies analyzing the conditions of production of such knowledge by political scientists. Thus, we present **the hypothesis of the specialization of studies on "religion" under constraints**. This idea refers to forms of identification of individual careers with such objects by subjective factors (career path, publications, working groups...) and by objective factors (institutional orders, visibility in a field of study...). These constraints obey to different temporalities. In the long term, they are part of the conditions for the structuration and autonomy of political science as a discipline in France. In the medium term, one can include the formation of research groups specialized on religion (GIS, laboratories...), the cycles of media attention ("conspicuous religious signs", cults, etc.), as well as the orientations of professional careers. Finally, in the short term, the self-presentations of teaching and research staff, funded projects, CVs, or recruitment logics, exert other constraints.

For instance, in the 1990s and early 2000s in France, only a minority political scientists who worked on Islam was specialized in public issues related to "religion". These conditions have changed for political scientists who have pursued doctoral studies since the 2010s, who address these issues in political sociology, political theory, policy analysis, or international relations. This reduction of the constraints towards individual specialization can occur independently from an increased visibility of objects (Islamist movements, gender issues and Catholicism...), at the risk of over-studying under the "securitizing" angle, for example, on Islam in Europe (Amiriaux 2012).

Yet, existing works on political scientists and religion emphasize that both English-speaking (Kettell 2012; Barb 2018) and French-speaking (Frégosi and Silhol 2017) political sciences have long been interested in religion, throughout the structural evolutions of the discipline. Therefore, one must question the scattered treatments and changing valuations in the subfields

of study, and even the ambiguities in terms of theoretical inscriptions and professional careers. This does not imply arguing for the creation of a new field of study but suggesting a collective reflection (Kettell 2015) on these "inconvenient" objects, using tools from science and technology studies, the sociological history of disciplines (Cohen 2017) and the sociological analysis of policy processes (de Galembert 2018). What variety of approaches, careers, and trends are encompassed by a "political scientists' gaze on religion"? **How does such knowledge on religion contribute to general questions in political science?**

Two panels materialize this reflection. First, the purpose is to study the place of religious questions in political science, through the prism of their evolution and treatment in a socio-historical perspective. Second, the workshop questions the ways in which political scientists, as research and teaching professionals, situate themselves in relation to this theme: in particular, in relation to public orders and institutional constraints. Proposals should be based on original socio-historical, quantitative, or qualitative data.

## **Panels**

### **Panel 1: Contributions to a socio-history of political science and religion**

The socio-historical approach of the discipline can contribute to identify the pioneering studies and authors in the discipline as well as the focus on a "problematic", "sensitive" and/or "pathological" religion.

It is necessary to consider here the legal heritage of political science, as well as its relations with disciplines where "religious" issues have a noticeable place: sociology, anthropology, and history. The construction of canonical objects owes much to the heritage of academic legal discourse, and political science has considered the religious accordingly as an object "like any other". It represents one variable among others in the explanation of voting (Michelat and Simon 1977; Dargent 2021), of development (Badie 1986), of the construction of the State (Birnbaum 1985), or as a theme of political theory (Portelli 1974). However, few works of political science approach religious objects as such.

This panel will also provide the occasion to question empirically the lack of studies on "religion" in some sectors of the discipline, such as policy analysis (De Galembert 2018), in contrast with a high visibility in other sectors (sociology of social movements) and in other countries.

Similarly, the weight of areal studies can be an indication of ways to limit the study of "religion" to some variably identifiable cultural areas. In this respect, orientalist works, then the social sciences of the "Arab and Muslim worlds", have somehow anticipated and configured the study of Islamist mobilizations (Geisser 2012).

### **Panel 2: How does "religion" impose itself or fade away in political science works?**

This panel focuses on works related to so-called religious objects in political science and on how they have been constructed, regarding democratization, political theory, international

relations (Allès 2021), religious mobilizations, or secularism (Portier 2016). Contributions could tackle too the uses of religious analogy in works of political science, on objects such as "secular religions", communism or political parties (Pudal 1989).

Contributions may address how "religion" imposes itself in research, for example on agent practices in the administration of migrants (Darley 2014) or on the factors of activism in May 1968 (Pegis 2010). This also includes the study of the conditions of individual and collective specializations, as well as the trajectories of "exit from religion" in favor of other research themes. We can draw on the analysis of such trajectories and reconversions of the "first generation" of sociologists of religion in France (Lassave 2019).

In particular, we will welcome works of research that tackle the effects of the recognition of political science in "governmental knowledge" (Déloye, Ihl, and Joignant 2013), as well as the consequences of the political governance of such research on "religion". Recently, three major issues seem to have concentrated political interest and most of calls for projects: Islam in Western countries, cults, and radicalization. Several dimensions can be tackled: political scientists having a consulting role for political authorities (ministries, central administrations, etc.), the logics of partnership and funding with public administrations, the enlistment of researchers in controversies (de Galembert 2009), research programs and PhD dissertation topics (Bréjon de Lavergnée and Teinturier 2017).

### **Conditions of participation**

Proposals in French or in English (1 to 2 pages, .doc, .docx or .odt format) must include the title, the name(s), and the institutional affiliation of the author(s). They must present a research question and provide details on the empirical data used. Their relevance is connected mainly to one panel.

They should be sent to the following e-mail addresses: [loic.le-pape@univ-paris1.fr](mailto:loic.le-pape@univ-paris1.fr) and [guillaume.silhol@unibo.it](mailto:guillaume.silhol@unibo.it) **before March, 17 2023**.

They will be evaluated afterwards by the scientific committee.

We will expect a paper (35,000 signs maximum) before the conference.



## Organisateurs – Organizers

- **Loïc Le Pape**, maître de conférences, CESSP (UMR 8209), Paris-1 Panthéon-Sorbonne
- **Guillaume Silhol**, postdoctorant, Département de sciences politiques et sociales, Université de Bologne, associé à MESOPOLHIS (UMR 7064), Sciences Po Aix

## Comité scientifique – Scientific Committee

- **Franck Frégosi**, directeur de recherches CNRS, GSRL, EPHE - Paris-Sorbonne
- **Claire de Galember**, chargée de recherches CNRS HDR, ISP, Université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense
- **Juliette Galonnier**, maîtresse de conférences, CERI, Sciences Po Paris
- **Vincent Geisser**, chargé de recherches CNRS, IREMAM, Aix-Marseille Université
- **Laurent Jeanpierre**, professeur des universités, CESSP, Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- **Yann Raison du Cleuziou**, maître de conférences HDR, Institut de recherche Montesquieu, Université de Bordeaux
- **Isacco Turina**, chercheur, Département de sciences politiques et sociales, Université de Bologne
- **Dilek Yankaya**, maîtresse de conférences, MESOPOLHIS, Sciences Po Aix

## Bibliographie – Bibliography

Allès, Delphine. 2021. *La part des dieux. Religion et relations internationales*. Paris : CNRS.

Altglas, Véronique, et Matthew Wood. éd. 2018. *Bringing Back the Social into the Sociology of Religion. Critical Approaches*. Leyde: Brill.

Amiriaux, Valérie. 2012. « État de la littérature. L’islam et les musulmans en Europe : un objet périphérique converti en incontournable des sciences sociales ». *Critique internationale* 56 (3) : 141-57.

Badie, Bertrand. 1986, *Les deux États. Pouvoirs et société en Occident et en terre d’Islam*. Paris : Fayard.

Balas, Marie. 2021. « « Du grand jeu scout » à... « Maintenant on y est pour de vrai ». L’initiation au militantisme chez les collectifs issus de la Manif pour tous ». *Politix* 134 (2) : 141-165.

Barb, Amandine. 2018. « La religion, un objet d’étude négligé par la science politique ? État des lieux comparé France/États-Unis ». In *Sociologues en quête de religion*, édité par Céline Béraud, Bruno Duriez, et Béatrice de Gasquet, 97-104. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Baubérot, Jean. 2002. « Deux institutions de science des religions en France : la Section des Sciences Religieuses de L'École Pratique des Hautes Études (Epe). Le Groupe de Sociologie des Religions ». In *Modern Societies & the Science of Religions. Studies in Honour of Lammert Leertouwer*, édité par Gerard Wiegers, 55-66. Leyde : Brill.

Beckford, James A. 1990. « The Sociology of Religion and Social Problems ». *Sociology of Religion* 51 (1) : 1-14.

Béraud, Céline, Bruno Duriez, et Béatrice de Gasquet, éd. 2018. *Sociologues en quête de religion*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Birnbaum, Pierre, 1985, « L'action de l'État. Différenciation et dédifférenciation », édité par Jean Leca et Madeleine Grawitz, *Traité de science politique*, Vol. 3 *L'action politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 643-682.

Bréjon de Lavergnée, Matthieu, et Sara Teinturier. 2017. « La production académique d'un savoir sur le religieux : une étude des thèses en cours en France ». *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* 129 (1) :99-113.

Capelle-Pogăcean, Antonela, Patrick Michel, et Enzo Pace. 2008. *Religion(s) et identité(s) en Europe. L'épreuve du pluriel*. Académique. Paris: Presses de Sciences Po.

Cohen, Antonin. 2017. « Pour une socio-histoire de la science politique. Introduction ». *Revue française de science politique* 67 (1) : 7-12.

Darley, Mathilde. 2014. « Le bon, la brute et le migrant ? Le rôle négocié des acteurs religieux dans un dispositif policier d'enfermement des étrangers en Allemagne ». *Sociologie du Travail* 56 (4) : 472-92.

Dargent, Claude. 2021 « Religion, classe sociale et comportement politique : l'épreuve de l'élection singulière de 2017 ». *L'Année sociologique* 71 (2) : 369-398.

Dazey, Margot. 2021. « Polite responses to stigmatization. Ethics of exemplarity among French Muslim elites ». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 44, <https://doi.org/10.1080/01419870.2021.1998569>

Della Sudda, Magali. 2022. *Les nouvelles femmes de droite*. Marseille : Hors d'Atteinte.

Déloye, Yves, Ihl, Olivier et Alfredo Joignant, éd. 2013. *Gouverner par la science. Perspectives comparées*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Foret, François. 2006. « Quels présupposés pour la démocratie européenne ? Regards croisés sur le rôle du religieux ». *Politique européenne* 19 : 117-141.

Frégosi, Franck, et Guillaume Silhol. 2017. « Le religieux comme objet en science politique : des recompositions de la division du travail scientifique à l'ouverture de chantiers de recherche distincts ». *Mélanges de l'École française de Rome : Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* 129 (1) : 165-75.

Fretel, Julien. 2004. « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 155 (5) : 76-89.

- Galembert, Claire de. 2009. « Cause du voile et lutte pour la parole musulmane légitime ». *Sociétés contemporaines* 74 (2) : 19-47.
- Galembert, Claire de. 2018. « La religion, parent pauvre de la sociologie de l'action publique », in *Sociologues en quête de religion*, édité par Céline Béraud, Bruno Duriez et Béatrice de Gasquet, 155-164. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Geay, Kévin. 2014. « « Messire Dieu, premier servi ». Étude sur les conditions de la prise de parole chez les militants traditionalistes de Civitas ». *Politix* 106 (2) : 59-83.
- Geisser, Vincent. 2012. « La « question musulmane » en France au prisme des sciences sociales. Le savant, l'expert et le politique ». *Cahiers d'études africaines* 206-207 (2) : 351-66.
- Jouanneau, Solenne, et Yann Raison du Cleuziou. 2012. « Faire autorité en religion ». *Genèses* 88 : 2-5.
- Jouanneau, Solenne. 2013. *Les imams en France. Une autorité religieuse sous contrôle*, Marseille : Agone.
- Kettell, Steven. 2012. « Has Political Science Ignored Religion? » *PS: Political Science and Politics* 45 (1) : 93-100.
- . 2015. « Do We Need a 'Political Science of Religion'? » *Political Studies Review* 14 (2): 210-22.
- Lagroye, Jacques et Siméant-Germanos, Johana. 2003. « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. Favre ed., *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*. Paris : Presses de Sciences Po, 53-71.
- Lambert, Yves, Guy Michelat, et Albert Piette, éd. 1997. *Le religieux des sociologues. Trajectoires personnelles et débats scientifiques*. Paris : L'Harmattan.
- Lassave, Pierre. 2019. *La sociologie des religions. Une communauté de savoir*. Paris: EHESS.
- Maître, Jacques, et Pierre Bourdieu. 1994. « Avant-propos dialogué » in *L'autobiographie d'un paranoïaque. L'abbé Berry (1878-1947) et le roman de Billy Introïbo*, V-XXII. Paris : Economica.
- Michelat, Guy, et Michel Simon. 1977. *Classe, religion & comportement politique*. Académique. Paris : Presses de Sciences Po.
- Ollion, Étienne. 2017. *Raison d'État. Histoire de la lutte contre les sectes en France*, Paris : La Découverte.
- O'Miel, Julien, et Julien Talpin. 2015. « Espace et conflits dans la participation. Luttés symboliques et matérialité d'une controverse autour de la localisation d'une mosquée à Florence ». *Lien social et Politiques* 73 : 33-52.
- Pagis, Julie. 2010. « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 68 » *Revue française de science politique* 60 (1) : 61-89.
- Portelli, Hugues. 1974. *Gramsci et la question religieuse*, Paris : Anthropos.

Portier, Philippe. 2016. *L'État et les religions en France. Une sociologie historique de la laïcité*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

Pudal, Bernard. 1989. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris : Presses de Sciences Po.

Skornicki, Arnault. 2015. *La grande soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales*, Paris : Les Prairies Ordinaires.

Torrekens, Corinne. 2012. « Concertation et négociation à l'échelle politique locale. Le cas de la gestion locale de l'islam à Bruxelles ». *Participations* 2 (1) : 126-145.

Trucco, Daniela. 2015. « Jeunes, musulmans et italiens (ou presque). Représentations de la citoyenneté et rapport au politique d'un groupe d'enfants d'immigrés à Gênes ». *Pôle Sud* 2 (43) : 29-42.

---